



PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE

DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Unité Départementale Haute-Saône,
Centre et Sud Doubs
Antenne de Vesoul

ARRÊTÉ DREAL/II/2016 N° 70-2016-08-16-006
en date du 16 AOUT 2016

autorisant le recyclage de piles salines et alcalines à
hauteur de 2 % de la fonte produite par la S.A. FIDAY
GESTION sise à CHASSEY-LES-SCEY

LA PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU

- le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- les articles R.543-131 et R.543-132 du code de l'environnement ;
- l'arrêté du 9 novembre 2009 modifié, relatif au transit, au regroupement, au tri et au traitement des piles et accumulateurs usagés ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 261 du 7 février 1996 autorisant la S.A. FIDAY GESTION à exploiter une fonderie de fonte sur le territoire de la commune de CHASSEY-LES-SCEY ;
- l'arrêté préfectoral n° 89 du 22 janvier 2009 autorisant la S.A. FIDAY GESTION à CHASSEY-LES-SCEY à poursuivre l'exploitation de ses installations ;
- la demande de bénéfice de l'antériorité de la S.A. FIDAY GESTION du 6 mai 2015, suite à la parution du décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant les rubriques des installations classées ;
- le porter à connaissance de la S.A FIDAY GESTION du 4 mars 2016 demandant l'autorisation d'exploiter le procédé de recyclage de piles usées salines et alcalines ;
- le rapport et les propositions en date du 10 juin 2016 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 30 juin 2016 au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- le projet d'arrêté porté le à la connaissance du demandeur ;

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE
BP 429 – 70013 VESOUL CEDEX – tél. : 03 84 77 70 00 / Fax : 03 84 76 49 60
Courriel : prefecture@haute-saone.gouv.fr

Horaires d'ouverture au public et de l'accueil téléphonique disponibles sur le site : www.haute-saone.gouv.fr

CONSIDÉRANT

- que la production de fonte nécessite, entre autres intrants, l'apport de manganèse (dont le coût est élevé) en quantités maîtrisées ;
- que l'enfournement d'une faible proportion de piles alcalines et salines dans le process de fabrication de la fonte, permet de couvrir le besoin du procédé en manganèse ;
- que la majorité des autres substances présentes dans les piles salines et alcalines contribue utilement au procédé (par valorisation matière, ou thermique), tout particulièrement le Zinc, dont la concentration (accrue) attendue dans les poussières de cubilot, rend possible leur valorisation en pyrométallurgie ;
- que les seules impuretés indésirables (principalement Cadmium et mercure) dans les piles sont présentes essentiellement dans les piles « Ni-Cd » et dans les piles « bouton », dont il convient d'encadrer les modalités de tri avant entrée dans le procédé ;
- que dans ces conditions, l'opération objet du porter à connaissance susvisé, constitue une opération de valorisation de ces piles ;
- que l'exploitant en lien avec l'éco-organisme doivent dès lors respecter les objectifs de recyclage des piles et accumulateurs fixés au niveau national et européen, et déclarer les quantités de piles prises en charge ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE**ARTICLE 1**

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2014198-0004 du 17 juillet 2014, actualisant les prescriptions imposées à la S.A. FIDAY GESTION pour l'exploitation d'une fonderie à CHASSEY-LES-SCEY, est annulée et remplacée par la liste ci-après :

Rubrique	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
1450-2-a	A	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques. 2. emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure à 1 t.	Stockage de noir minéral: 48 t maximum en sacs et 9 t maximum en silo.
2515-1	A	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.	Installation de préparation du sable de fonderie représentant une puissance installée de 1 100 kW.

Rubrique	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2551-1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux. 1. La capacité de production étant supérieure à 10 t/j.	Cubilot d'une capacité maximale de production de 19 t/h de fonte.
3240	A	Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	
2940-2-a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile). 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction) ; si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) supérieure à 100 kg/jour.	Utilisation journalière maximale de 500 kg de peinture.
2560-b-1	E	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1 000 kW.	Atelier d'usinage des tambours représentant une puissance installée de 3 000 kW.
195	D	Ferro-silicium (dépôt de).	Stockage de 65 tonnes de briquettes de ferro-silicium à l'extérieur des bâtiments.
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	Installation utilisant de la grenaille métallique avec une puissance installée de 150 kW.
2713-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ² .	Stockage de résidus métalliques sur une aire de 300 m ² .
2915-2	D	Chauffage (procédés de chauffage) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides. Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation est supérieure à 250 l.	6 000 l de fluide caloporteur utilisés pour le refroidissement des gaz du cubilot. La température des gaz du cubilot est de 221°C et le point éclair du fluide caloporteur est à 230°C.
2921-b	D	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique (installations de), la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW.	Circuit de refroidissement de l'activité de fusion comprenant une TAR pour une puissance thermique maximale évacuée de 1 116 kW.

Rubrique	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2940-1-b	D	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile).</p> <p>1 Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé ». Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est :</p> <p>b) supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1000 l.</p>	<p>Trempe des pièces dans un produit de protection anti-corrosion.</p> <p>Protection des disques de frein : 2 bacs de 60 l</p> <p>Protection des tambours de frein : 3 bacs de 500 l</p> <p>Protection autres pièces : 1 bac de 300 l.</p> <p>Total : 1 920 l de liquide inflammable de 2^e catégorie (point éclair 93°C).</p> <p>Quantité retenue pour le classement : $Q = 1920/2 = 960$ l.</p>
4718-2-b	D	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.</p>	<p>36 t stockées en réservoir aérien et 1,75 t en réservoir enterré.</p>
4725-2	D	<p>Oxygène (emploi et stockage de l'). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t.</p>	<p>Réservoir d'oxygène de 50 t.</p>
4801-2	D	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. supérieure à 50 t mais inférieure à 500 t.</p>	<p>490 t de coke stockées en vrac sur une aire bétonnée.</p>
2663-1	NC	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire sont composés de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</p> <p>1. À l'état alvéolaire ou expansé tel que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>Supérieur ou égal à 200 m³ mais inférieur à 2 000 m³.</p>	<p>Stockage moules polystyrènes dans 2 containers.</p>

ARTICLE 2 – VALORISATION DES PILES

L'exploitant est autorisé à valoriser des piles usées salines et alcalines en les incorporant à hauteur maximale de 2 % de la quantité de fonte produite dans le cubilot, sous réserve du respect des prescriptions mentionnées dans l'arrêté.

Article 2.1 - Procédure d'acceptation et de stockage

L'exploitant doit mettre en place une procédure d'acceptation qui permet de garantir le type de piles recyclées.

Un contrôle visuel systématique des lots livrés doit être effectué associé à un contrôle statistique. Dans le cas où la présence de piles non conformes est constatée à une hauteur supérieure à 2 %, le lot ne pourra pas être recyclé sans un tri supplémentaire pour atteindre ce taux maximum d'impureté. Il en est de même si le lot contient plus de 0,02 % de piles boutons au mercure. Les résultats des contrôles doivent être conservés.

Les piles doivent être stockées à l'abri des intempéries et des zones d'effets thermiques associées aux scénarios incendies. La quantité présente sur le site doit être limitée au strict besoin de la production, mais en prenant en compte les contraintes logistiques d'approvisionnement.

L'introduction des lots de piles dans le procédé est réalisé de la manière la plus homogène et régulière possible.

Article 2.2 - Autosurveillance

L'exploitant met en place une mesure d'autosurveillance à minima mensuelle pour suivre les paramètres zinc cadmium et mercure dans la composition des poussières et garantir le taux de récupération du zinc provenant des piles dans ces poussières. Les résultats obtenus doivent être conservés.

L'exploitant s'assure que son procédé permet de respecter les rendements minimaux de recyclage fixés par l'arrêté ministériel susvisé.

Article 2.3 - Mesures temporaires

Le contrôle du point de rejet du cubilot après le filtre LUHR 2 sera réalisé deux fois par an pendant deux années consécutives. En cas de dépassement lié au recyclage, celui-ci sera suspendu dans l'attente d'une modification du procédé permettant de respecter les valeurs limites d'émissions (renforcement du tri à la source, étape de filtration complémentaire).

Article 2.4 - Déclaration au registre national

L'exploitant s'assure en lien avec l'éco-organisme de leurs obligations respectives pour les déclarations au registre national prévu à l'article R.543-132 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Besançon :

1. par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 4 – FRAIS - PUBLICITE

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de la S.A. FIDAY GESTION.

Le présent arrêté sera notifié à la société S.A. FIDAY GESTION, 5 rue de l'Industrie, BP 20, 70360 CHASSEY-LES-SCEY. Une copie sera déposée en mairie de CHASSEY-LES-SCEY et en préfecture pour consultation par les tiers, et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Saône.

Il sera affiché en permanence de façon lisible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de la SA FIDAY GESTION, inséré par les soins du préfet de la Haute-Saône dans deux journaux d'annonces légales du département, et affiché en mairie de CHASSEY-LES-SCEY pendant une durée d'un mois à la diligence du maire qui devra justifier de l'accomplissement de cette formalité.


ARTICLE 6 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de CHASSEY-LES-SCEY, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au maire de la commune de CHASSEY-LES-SCEY,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Besançon,
- au responsable de l'unité départementale Haute-Saône Centre et Sud Doubs – antenne de Vesoul de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.
- au directeur départemental des territoires,
- au directeur général de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de la Haute-Saône, département santé et environnement,
- à la responsable de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi,
- à la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Fait à VESOUL, le 16 AOUT 2016

Pour la Préfète et par délégation,
le secrétaire général,



LUC CHOUCHEKAIEPF